

Malaise grandissant sous la pression des agriculteurs et des ONG

© 19/06/2019 | Terre-net Média

L'accord commercial Union Européenne/Mercosur, dont la conclusion est annoncée comme « imminente », suscite un malaise grandissant dans certains États membres de l'UE sous la pression des agriculteurs, inquiets pour leur production de viande, et des ONG, préoccupées par le climat.



La conclusion de l'accord commercial UE/Mercosur annoncée comme « imminente » suscite un malaise grandissant comme plusieurs pays de l'Union européenne, dont la France, l'Irlande, la Belgique et la Pologne.
(©Pixabay)

Selon plusieurs sources, les chefs d'État de quatre pays France, Irlande, Belgique, Pologne viennent d'écrire au président de la **Commission européenne**, Jean-Claude Juncker, pour lui faire part de leur « **préoccupation** » sur les risques que fait peser l'accord sur leur agriculture. La Commission européenne, qui négocie au nom des 28 États membres, a confirmé à l'AFP avoir reçu ce courrier mais pas sa teneur. Les discussions entre l'UE et le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), ouvertes il y a 20 ans, pourraient aboutir à l'un des plus vastes accords de libre-échange jamais conclu, avec plus de 770 millions de consommateurs et 18 000 milliards d'euros de PIB. Et à en croire le président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro et son homologue argentin de centre-droit Mauricio Macri, qui ont annoncé début juin un accord « imminent », elles sont entrées dans leur toute dernière ligne droite. Bruxelles a eu beau répéter depuis que rien n'était joué, l'inquiétude a grimpé en flèche chez les agriculteurs européens, qui craignent une déferlante de produits sud-américains avec la suppression de certains droits de douanes, et chez les défenseurs de l'environnement.

À lire >>> [Jérémy Decerle: « Cet accord doit relever de la nouvelle commission européenne »](#)

« Sacrifice »

« Nous avons encore des difficultés au niveau agricole » dans les négociations, a concédé mardi le commissaire européen à l'Agriculture, Phil Hogan, citant « la viande bovine, le sucre, l'éthanol et la volaille », ainsi que certaines indications géographiques protégées. Mais « si les circonstances s'y prêtent, d'ici la fin de la semaine prochaine, lors d'une réunion ministérielle, nous aurons un accord », a-t-il prédit. Selon une source proche des discussions, les ministres sud-américains pourraient rencontrer Phil Hogan et la commissaire au commerce Cecilia Malmström dès le 27 juin à Bruxelles. « On va tout droit vers un accord afin de satisfaire les enjeux industriels européens, pour ne pas dire allemands », s'est désolé Bruno Dufayet, président de la Fédération française bovine (FNB), dans une allusion à l'industrie automobile. « Et pour cela, on accepte le sacrifice de l'élevage européen », a-t-il regretté, interrogé par l'AFP.

« Comment pouvons-nous envisager d'affaiblir à nouveau nos communautés agricoles européennes ? », s'est pour sa part alarmé le Copa-Cogeca, principal syndicat agricole dans l'UE, dans une lettre ouverte à Bruxelles. Avant la lettre des quatre chefs d'État, l'Irlande avait déjà fait part de son « grand malaise » dans un courrier à la Commission, évoquant « la perspective croissante d'un accord déséquilibré, qui sapera les secteurs agricoles les plus vulnérables ».

« Misères du monde »

L'exécutif européen n'a pas commenté cette lettre, ni celle publiée mardi par 340 ONG européennes et sud-américaines, dont Greenpeace ou Friends of the Earth, qui attaquent l'accord sur deux autres fronts : l'environnement et les droits de l'homme. Ces organisations, déjà opposées pour certaines aux précédentes négociations commerciales avec les États-Unis ou le Canada, demandent à l'UE d'« interrompre immédiatement » les discussions « en raison de la détérioration des droits humains et de la situation écologique au Brésil » depuis l'investiture en janvier du président Bolsonaro. Elles réclament « des mesures strictes » contre la déforestation et « des engagements » en faveur de l'accord de Paris sur le climat. « Les récentes élections européennes (où les partis écologistes ont progressé, ndlr) ont montré que les citoyens exigent un verdissement de l'agenda européen », a souligné Perrine Fournier, de l'ONG Fern. Ces appels ont trouvé un écho au Parlement européen, où la délégation Renaissance, celle du parti du président français Emmanuel Macron, a exprimé ses « inquiétudes ». Quant à La France Insoumise (gauche radicale), elle prédit « la mort » de l'agriculture européenne si les discussions « avec le Mercosur de Bolsonaro » aboutissent.

La commissaire Malmström avait anticipé ces critiques en affirmant lundi ne pas être « d'accord avec certaines mesures prises au Brésil ». Mais « un accord commercial ne peut résoudre toutes les misères du monde », avait-elle ajouté. L'UE et le Mercosur ont échangé en 2018 pour près de 88 milliards d'euros de marchandises. Les pays d'Amérique du sud ont essentiellement exporté leurs produits agricoles et les Européens des produits industriels et pharmaceutiques.

À lire aussi >>> [Des ONG réclament l'arrêt des discussions UE/Mercosur à cause de Bolsonaro](#)